

Brochure n° 3333

Convention collective nationale

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE**

ACCORD DU 5 JANVIER 2007

RELATIF AUX SALAIRES (RMG)

NOR : ASET0750222M

IDCC : 2198

Entre :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance ;

Le syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries du textile, de l'habillement et connexes CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Article 1^{er}

Barèmes

1.1. Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche

Ce barème fixe, pour chaque coefficient, les rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche, base 151 h 67, qui comprennent l'ensemble des éléments à caractère de salaires, à l'exclusion des sommes relatives aux remboursements de frais et heures supplémentaires payées.

A compter du 1^{er} janvier 2007, les montants pour les catégories ouvriers/employés, techniciens/agents de maîtrise et ingénieurs/cadres sont fixés selon les grilles figurant en annexe I au présent accord.

1.2. Barème des salaires minima garantis servant de base à la garantie d'ancienneté

Le barème des salaires minima garantis sert de base au calcul de la garantie d'ancienneté.

A compter du 1^{er} janvier 2007, les montants de ce barème sont fixés selon les grilles figurant en annexe II au présent accord.

1.3. Barème des rémunérations annuelles minimales garanties

Une RAMG (rémunération annuelle minimale garantie) est appliquée pour tout salarié en CDD ou CDI d'une entreprise entrant dans les champs d'application de la convention collective nationale des entreprises de VAD, ayant 1 an d'ancienneté et 6 mois de travail effectif au cours de l'exercice considéré.

La RAMG s'applique pour un salarié à temps plein et ayant été présent toute l'année.

Pour son application, il est tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelle qu'en soient la nature, contractuelle ou conventionnelle, et la périodicité, supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les heures supplémentaires ;
- les majorations de salaire prévues par la convention collective ;
- les primes liées aux contraintes de l'emploi exercé ;
- les sommes versées n'ayant pas le caractère de salaire telles que l'intéressement et la participation ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

En cas d'année incomplète, ou d'horaire incomplet, mais sous réserve de remplir les conditions prévues ci-dessus, le salarié bénéficie de la RAMG proportionnellement au temps de présence effective.

Le montant garanti annuel est proportionnel aux périodes effectivement travaillées auxquelles s'ajoutent dans la limite de 2 mois maximum (à l'exclusion du délai de carence de la sécurité sociale) les périodes d'absences intégralement indemnisées pour maladies, maternité ou accident. Le salaire pris en compte pendant cette période d'absence indemnisée est reconstitué sur la base du salaire mensuel brut rétabli, indemnités journalières de la sécurité sociale comprises.

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisse apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de ses droits, celui-ci reçoit, à l'échéance de la paie du salaire la plus proche, le complément de rémunération correspondant.

A compter du 1^{er} juillet 2006, les montants de ce barème sont fixés selon les grilles figurant en annexe III au présent accord.

Article 2

Notification et validité de l'accord

Les dispositions légales relatives aux accords s'appliquent :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance notifie le présent accord à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité de l'accord de branche est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans les champs d'application de l'accord.

L'opposition est exprimée par écrit dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'accord. Elle est motivée. Elle précise les points de désaccord. Elle est notifiée aux signataires.

Article 3

Formalités de dépôt

Le présent accord est déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lille et au conseil des prud'hommes de Lille, conformément à l'article L. 132-10, alinéas 1 et 2, du code du travail.

Article 4

Date d'application

Les dispositions du présent accord sont applicables à l'issue du délai d'opposition mentionné à l'article 2 avec effet au 1^{er} janvier 2007.

Article 5

Extension

Les parties signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 5 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche applicable à compter du 1^{er} janvier 2007

Employés

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
I	145	1 255
II	150 155 160	1 258 1 261 1 265
III	165 170 180	1 272 1 277 1 281
IV	190 200	1 291 1 310

TAM

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
V	215	1 432
VI	235 255	1 498 1 592
VII	275 295	1 716 1 882

Cadres

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
VIII	295	1 882
IX	330	2 058
	370	2 308
	410	2 558
X	450	2 806
	490	3 056
	530	3 306
XI	570	3 555
	610	3 805

ANNEXE II

Garantie d'ancienneté ouvriers/employés applicable à compter du 1^{er} janvier 2007

(En euros.)

COEFFICIENT	BASE de calcul pour la garantie d'ancienneté	NOUVELLE hypothèse	GARANTIE D'ANCIENNETÉ				
			3 ans 3 %	6 ans 6 %	9 ans 9 %	12 ans 12 %	15 ans 15 %
145	1 030	1 255	1 255	1 255	1 255	1 255	1 255
150	1 059	1 258	1 258	1 258	1 258	1 258	1 258
155	1 089	1 261	1 261	1 261	1 261	1 261	1 261
160	1 112	1 265	1 265	1 265	1 265	1 265	1 279
165	1 126	1 272	1 272	1 272	1 272	1 272	1 295
170	1 144	1 277	1 277	1 277	1 277	1 281	1 316
180	1 190	1 281	1 281	1 281	1 297	1 333	1 369
190	1 238	1 291	1 291	1 312	1 349	1 387	1 424
200	1 282	1 310	1 320	1 359	1 397	1 436	1 474

ANNEXE III

Barème des rémunérations annuelles minimales garanties applicable à compter du 1^{er} juillet 2006

Employés

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle minimale garantie (RAMG)
I	145	15 901
II	150	15 939
	155	15 998
	160	16 114
III	165	16 219
	170	16 374
	180	16 555
IV	190	16 804
	200	17 202

TAM

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
V	215	18 610
VI	235	19 473
	255	20 691
VII	275	22 307
	295	24 467

Cadres

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle minimale garantie (RAMG)
VIII	295	24 647
IX	330	26 758
	370	30 004
	410	33 249
X	450	36 482
	490	39 727
	530	42 973
XI	570	46 218
	610	49 464